

La crise politique entre la Catalogne et le gouvernement espagnol est un problème politique qui vient de loin. L'annulation en 2010 par le Tribunal Constitutionnel d'un statut d'autonomie négocié en 2006 avec l'État espagnol, voté par le parlement et approuvé par référendum, a été suivie par une politique intransigeante du gouvernement espagnol.

Alors que le mouvement des Indignés révélait au grand jour la crise du système politique mis en place en 1978, et que les politiques d'austérité provoquaient de très grandes mobilisations sociales dans toutes les régions.

Un problème politique nécessite une solution politique.

Face à la montée de l'aspiration catalane à l'indépendance, le gouvernement espagnol a préféré opposer des arguments juridiques, puis une répression inacceptable qui a stupéfié l'Europe pour empêcher la réalisation d'un référendum que 80 % des habitants de Catalogne souhaitaient, qu'ils soient pour ou contre l'indépendance.

La démocratie et le dialogue ne sont pas des mots, mais des outils pour trouver une issue politique à un conflit complexe sans dresser les peuples et les gens les uns contre les autres.

Bien que l'exercice du droit de vote a été perturbé par des violences policières inadmissibles, le référendum du 1^{er} octobre a eu lieu et constitue un fait politique.

Le gouvernement catalan a proposé de suspendre sa déclaration d'indépendance pour engager une négociation avec le gouvernement Rajoy.

Cette demande doit être entendue.

Une nouvelle répression, l'utilisation de l'article 155 suspendant l'autonomie ou le recours à des manœuvres juridiques tendant à reporter indéfiniment une solution politique satisfaisante sont inacceptables.

Attac France demande au gouvernement français d'abandonner son soutien unilatéral aux initiatives anti-démocratiques du gouvernement Rajoy. Face aux risques réels d'une dégénération de la situation, le gouvernement français doit œuvrer à une médiation internationale entre les autorités espagnoles et catalanes.

<https://france.attac.org/actus-et-medias/le-flux/article/catalogne-rajoy-choisit-la-repression-et-les-mesures-d-exception-contre-le> (28.11.2017)